

422241-2026 - Zadávání

Francie – Promítání filmů – Concession de service public pour l'exploitation et la gestion du cinéma "CINEMARINE"

OJ S 117/2026 19/06/2026

Oznámení o zahájení zadávacího nebo koncesního řízení – standardní režim

Služby

1. Kupující

1.1. Kupující

Oficiální název: Commune de Benodet

E-mail: marches@benodet.fr

Právní forma kupujícího: Místní orgán

Činnost veřejného zadavatele: Služby pro širokou veřejnost

2. Řízení

2.1. Řízení

Název: Concession de service public pour l'exploitation et la gestion du cinéma "CINEMARINE"

Popis: La présente consultation a pour objet l'attribution d'une convention de délégation de service public, d'une durée de 5 ans, pour la gestion et l'exploitation du cinéma "CINEMARINE ". Ce marché n'est pas divisé en lot.

Identifikátor řízení: 26d52ed3-b530-4952-984d-c824589a6a42

Interní identifikátor: DSP 2026-01-01

Typ řízení: Otevřené

2.1.1. Účel

Charakter smlouvy: Služby

Hlavní klasifikace (cpv): 92130000 Promítání filmů

2.1.2. Místo plnění

Poštovní adresa: Corniche de la Plage

Obec: Bénodet

PSČ: 29950

Nižší územní jednotka země (NUTS): Finistère (FRH02)

Země: Francie

2.1.3. Hodnota

Odhadovaná hodnota bez DPH: 900 000,00 EUR

2.1.4. Obecné informace

Právní základ:

Směrnice 2014/23/EU

2.1.6. Důvody pro vyloučení

Zdroje důvodů pro vyloučení: Zadávací dokumentace

5. Část

5.1. Část: LOT-0001

Název: Concession de service public pour l'exploitation et la gestion du cinéma "Cinémarine"

Popis: Concession de service public pour l'exploitation et la gestion du cinéma "Cinémarine"

Interní identifikátor: DSP 2026-01-01

5.1.1. Účel

Charakter smlouvy: Služby

Hlavní klasifikace (cpv): 92130000 Promítání filmů

5.1.2. Místo plnění

Poštovní adresa: Corniche de la plage

Obec: Bénodet

PSC: 29950

Nižší územní jednotka země (NUTS): Finistère (FRH02)

Země: Francie

5.1.3. Odhadovaná doba trvání

Datum zahájení: 01/01/2027

Doba trvání: 60 Měsíce

5.1.6. Obecné informace

Vyhrazená účast:

Účast není vyhrazena.

Projekt veřejných zakázek plně nebo částečně financovaný z prostředků EU

Další informace: Communication : L'accès aux documents du marché : www.bretagne-marchespublics.com

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues : le ou les point(s) de contact susmentionné(s) Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées : au(x) point(s) de contact susmentionné(s) Cette concession ne peut pas faire l'objet d'une reconduction et n'est pas renouvelable. La Commission de délégation de service public dressera la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (art. L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du Travail), et de l'aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public. 1) Conditions de participation 1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession 1. Lettre de candidature ou DC1, datée et signée du dirigeant, accompagnée des documents l'habilitant à la signature (en cas de groupement, nom des membres, identité du mandataire, preuves de l'habilitation du mandataire) ; 2. Déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation du contrat de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-11, et à l'ensemble des conditions soumises aux articles R. 3123-16 à R. 3123-19 du code de la commande publique 3. S'agissant d'une procédure, les candidats doivent produire, chacun en ce qui le concerne, l'ensemble des pièces visées dans l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 4 CCP) fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, et plus globalement tout élément de nature à établir qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner ; 4. Les documents suivants relatifs à la situation propre des opérateurs économiques : a) Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise candidate ; b) Un justificatif datant de moins de trois mois de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait Kbis) ou pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de

déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ; c) Si une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire a été ouverte, le candidat produit la copie des décisions de justice afférente à cette procédure. 1.2) Capacité économique et financière Les candidats doivent produire une déclaration sur l'honneur concernant, d'une part le chiffre d'affaire global et, d'autre part, le chiffre d'affaire concernant les prestations similaires à celles auxquelles se réfère la présente consultation, réalisés au cours des trois (3) derniers exercices Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen approprié. En cas de groupement, ces documents sont exigés pour chaque membre du groupement. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du contrat. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. 1.3) Capacité technique et professionnelle 1. Une note descriptive des moyens humains et matériels du candidat comprenant notamment les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois (3) dernières années ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois (3) ans ; 2. Une note présentant l'aptitude du candidat à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public ; 3. Une liste des prestations de même nature que les prestations objets de la consultation. L'opérateur économique candidat peut apporter la preuve de ses capacités techniques et professionnelles par des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants ou par tout moyen jugé équivalent. En cas de groupement, ces documents sont exigés pour chaque membre du groupement. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du contrat. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. Les candidats sont autorisés à présenter une copie des certificats, documents et justificatifs susvisés. Les candidats étrangers devront satisfaire les mêmes exigences au regard de règles d'effet équivalent dans leur pays. Les formulaires DC1, DC2 ou DUME peuvent être utilisés, ils sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj>. Conditions d'exécution de la concession La rémunération du concessionnaire s'effectuera directement par les recettes commerciales tirées de l'exploitation du restaurant.

5.1.9. Kritéria pro výběr

Zdroje výběrových kritérií: Zadávací dokumentace

5.1.11. Zadávací dokumentace

Adresa zadávací dokumentace: https://mairiebenodet.bretagne-marchespublics.com/pack/annonce_marche_public_11478_1167090.html

5.1.12. Podmínky zadávání zakázek

Podmínky podání:

Elektronické podání: Požadována

Jazyky, v nichž lze podávat nabídky nebo žádosti o účast: francouzština

Lhůta pro doručení nabídek: 28/07/2026 17:00:00 (UTC+02:00) východoevropský čas, středoevropský letní čas

Smluvní podmínky:

Plnění zakázky musí být provedeno v rámci programů chráněného zaměstnání: Ne

Podmínky týkající se plnění zakázky: Le concessionnaire assurera l'exploitation, la gestion, du cinéma à ses risques et périls et assurera la continuité du service public, l'accueil des usagers, dans le respect des principes généraux d'exploitation, mise en oeuvre d'une politique d'accompagnement des publics, commercialisation, promotion du cinéma, organisation

d'événements culturels/événementiels, notamment 2 manifestations de type ciné-concert organisées par le casino en partenariat avec le cinéma, exploitation de toutes activités de services accessoires au service public délégué, reprise du personnel de l'actuel délégataire en application de l'article L. 1224-1 du code du travail, acquisition et renouvellement du mobilier nécessaire à l'exploitation, mise en oeuvre d'une stratégie commerciale, maintenir et conforter la mise en réseau avec les partenaires locaux, respect en tous points des dispositions législatives et réglementaires, entretien de l'ensemble des ouvrages, gestion administrative, financière et comptable.

5.1.16. Další informace, mediace a přezkum

Organizace příslušná pro mediální řízení: Tribunal Administratif de Rennes

Organizace příslušná pro přezkum: Tribunal Administratif de Rennes

Informace o lhůtách pro přezkum: Informations complémentaires - Procédure " ouverte " en application de la jurisprudence du Conseil d'Etat Corsica Ferries (CE, 15 décembre 2006, req. n° 298618). - Conditions de remise des candidatures : remise des dossiers par voie électronique obligatoire et déposée sur l'adresse du profil acheteur mentionnée au point I.1).

Aucun envoi n'est autorisé par voie papier, par courriel ou par télécopie. - L'autorité habilitée à signer la convention, après avis de la CDSP, négociera avec un ou des candidats, et saisira l'assemblée délibérante du choix du concessionnaire et du projet de contrat de DSP 2 mois au moins après la date d'ouverture des plis contenant les offres par la CDSP - Forme de groupement autorisé : Solidaire ou Conjoint avec mandataire solidaire Procédures de recours Instance chargée des recours Tribunal Administratif de Rennes Tel : 0223212828 - Fax : 0299635684 Introduction de recours Avant la signature du contrat recours en référé précontractuel (art. L. 551-1 et s du CJA), après ladite signature recours en référé contractuel (art. L. 551-1 et s du CJA) ou recours de pleine juridiction contre le contrat.

Organizace poskytující další informace o zadávacím řízení: Commune de Benodet

Organizace poskytující další informace o podání návrhů na přezkum: Tribunal Administratif de Rennes

8. Organizace

8.1. ORG-0001

Oficiální název: Commune de Benodet

Registrační číslo: 21290006200010

Poštovní adresa: place du Général de Gaulle

Obec: BENODET

PSČ: 29950

Nižší územní jednotka země (NUTS): Finistère (FRH02)

Země: Francie

E-mail: marches@benodet.fr

Telefon: +33 298570546

Profil kupujícího: <https://mairiebenodet.bretagne-marchespublics.com>

Úlohy této organizace:

Kupující

Organizace poskytující další informace o zadávacím řízení

8.1. ORG-0002

Oficiální název: Tribunal Administratif de Rennes

Registrační číslo: 173 500 059 00014

Poštovní adresa: 3, Contour de la Motte

Obec: Rennes
PSČ: 35044
Nižší územní jednotka země (NUTS): Ille-et-Vilaine (FRH03)
Země: Francie
E-mail: greffe.ta-rennes@juradm.fr
Telefon: 0223212828

Úlohy této organizace:

Organizace příslušná pro přezkum
Organizace poskytující další informace o podání návrhů na přezkum
Organizace příslušná pro mediační řízení

8.1. ORG-0000

Oficiální název: DEMATIS
Registrační číslo: 45072478600030
Obec: Paris
PSČ: 75015
Nižší územní jednotka země (NUTS): Paris (FR101)
Země: Francie
E-mail: contact@dematis.com
Telefon: +33 172365548
Internetová adresa: www.dematis.com
Úlohy této organizace:
TED eSender

Oznámení - informace

Identifikátor oznámení/verze: 7f044922-ae90-4d92-9bd6-f0c93a49c16a - 01
Druh formuláře: Zadávání
Typ oznámení: Oznámení o zahájení zadávacího nebo koncesního řízení – standardní režim
Podtyp oznámení: 19
Datum odeslání oznámení: 18/06/2026 10:00:03 (UTC+02:00) východoevropský čas, středoevropský letní čas
Jazyky, v nichž je toto oznámení oficiálně k dispozici: francouzština
Číslo zveřejnění oznámení: 422241-2026
Číslo vydání v řadě S Úř. věst.: 117/2026
Datum zveřejnění: 19/06/2026